



# Conférence des États Parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption

Distr. générale  
8 octobre 2010  
Français  
Original: anglais

**Groupe de travail intergouvernemental à composition  
non limitée sur le recouvrement d'avoirs**  
Vienne, 16 et 17 décembre 2010

## **Renforcement des réseaux et élaboration d'outils novateurs pour les praticiens du recouvrement d'avoirs\***

**Document d'information établi par le Secrétariat**

### **I. Introduction**

1. Cinq ans après l'entrée en vigueur de la Convention des Nations Unies contre la corruption, des progrès importants ont été réalisés dans le domaine du recouvrement d'avoirs à l'échelle internationale. En même temps, des obstacles opérationnels au recouvrement d'avoirs à l'échelle internationale continuent d'entraver le travail des praticiens. Dans les cas où le produit de la corruption a été transféré à l'étranger, le recouvrement d'avoirs exige une coopération diligente et efficace entre États requis et États requérants. Les obstacles à la coopération efficace communément cités par les praticiens sont notamment les restrictions s'agissant de la portée de l'assistance informelle et de l'échange d'informations, les restrictions d'ordre juridique qui restreignent la portée de l'entraide judiciaire, la mauvaise connaissance des règles de preuve et de procédure dans les pays qui coopèrent, le manque d'informations sur les voies de coopération appropriées et les points de contact, et les problèmes de communication entre fonctionnaires dus à la langue et au coût élevé de la traduction. Lorsque les praticiens sollicitent la coopération de plusieurs pays, le recouvrement d'avoirs est particulièrement difficile. Les difficultés peuvent être encore accentuées par les capacités limitées dont disposent les praticiens dans les pays concernés, en particulier lorsque les institutions et les fonctionnaires n'ont pas encore d'expérience en matière de recouvrement d'avoirs en général ou n'ont qu'une expérience limitée des relations avec les institutions d'autres pays, ou n'ont pas accès à des technologies de l'information et de la communication efficaces<sup>1</sup>.

\* Ce document n'a pas été revu par les services d'édition.

<sup>1</sup> Voir l'étude sur la réduction des obstacles au recouvrement d'avoirs, réalisée par l'Initiative pour le recouvrement des avoirs volés, à paraître.



2. Pour résoudre ces problèmes, la Conférence des États parties et le Groupe intergouvernemental à composition non limitée sur le recouvrement d'avoirs (le "Groupe de travail") ont formulé un certain nombre de recommandations, portant sur la facilitation de l'entraide judiciaire, la création de réseaux de coopération informelle, l'élaboration d'un cadre juridique de coopération, notamment au moyen de dispositions types et d'outils de technologies de l'information et de la communication. À sa première réunion, tenue à Vienne les 27 et 28 août 2007, le Groupe de travail sur le recouvrement d'avoirs a réaffirmé son mandat, qui est notamment d'instaurer la confiance et d'encourager la coopération entre les États requérants et les États requis en mettant en relation les autorités compétentes pertinentes et les organes de prévention de la corruption ainsi que les praticiens s'occupant du recouvrement d'avoirs et de la lutte contre la corruption, et en leur servant de lieu d'échange. Il a recommandé l'établissement d'un réseau mondial de points focaux pour la confiscation et le recouvrement d'avoirs et proposé que l'on étudie les arrangements administratifs nécessaires pour la gestion d'un tel réseau, peut-être dans le contexte de l'élaboration du partenariat entre l'UNODC et la Banque mondiale et d'autres organisations, selon qu'il conviendrait. Dans ce contexte, il a souligné l'importance capitale de la formation et du renforcement des capacités dans le domaine de la coopération internationale, tout particulièrement en matière de recouvrement d'avoirs. Le Groupe de travail a en outre recommandé l'organisation de réunions annuelles qui rassembleraient les points focaux pour le recouvrement d'avoirs, des experts et des représentants d'autorités compétentes et qui offriraient un cadre pour l'apprentissage auprès des collègues, l'échange de connaissances, le partage de l'information et le travail en réseau. Il a été convenu que ces réunions pourraient également contribuer à instaurer des relations de confiance entre les praticiens<sup>2</sup>.

3. À sa deuxième réunion, tenue à Vienne les 25 et 26 septembre 2008, le Groupe de travail a reconfirmé la recommandation tendant à développer des outils pratiques destinés aux praticiens du recouvrement d'avoirs et considéré qu'il fallait en priorité étudier la possibilité d'étendre le Rédacteur de requêtes d'entraide judiciaire et poursuivre le développement de produits similaires<sup>3</sup>.

4. À sa troisième réunion, les 14 et 15 mai 2009, le Groupe de travail a avancé que les réseaux mondiaux et régionaux pourraient être utiles aux praticiens en leur permettant d'avoir connaissance des lois, données et décisions de justice les intéressant. Il a souligné qu'il était important de fournir une assistance technique dans le domaine de l'entraide judiciaire, y compris pour le recouvrement d'avoirs, aux fonctionnaires et aux praticiens, afin de leur permettre de rédiger les demandes et les réponses aux demandes<sup>4</sup>.

5. À sa troisième session, la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption a adopté la résolution 3/3, dans laquelle elle a reconnu les progrès importants accomplis dans l'application du chapitre V de la Convention, tout en constatant que les États parties continuaient de rencontrer des problèmes en matière de recouvrement d'avoirs en raison notamment des différences entre les systèmes juridiques, de la complexité des enquêtes et

---

<sup>2</sup> CAC/COSP/2008/4.

<sup>3</sup> CAC/COSP/WG.2/2008/3.

<sup>4</sup> CAC/COSP/WG.2/2009/3.

poursuites multilatérales, du manque de familiarité avec les procédures d'entraide judiciaire des autres États et des difficultés qu'il y avait à identifier les mouvements du produit de la corruption. La Conférence a en outre prié instamment les États parties de renforcer les moyens des législateurs, des agents des services de détection et de répression, des juges et des procureurs dans les domaines liés au recouvrement d'avoirs, et de leur fournir l'assistance technique nécessaire.

6. Pour donner suite aux recommandations précitées, le présent document d'information fait le bilan des mesures prises pour aider les praticiens du recouvrement d'avoirs, en s'intéressant tout particulièrement aux recommandations du Groupe de travail qui ne sont pas encore pleinement mise en œuvre. L'objectif du présent document est également de faciliter les discussions du Groupe de travail en soulignant les progrès accomplis dans la mise en œuvre de ses recommandations, au sujet desquelles il voudra peut-être donner des orientations supplémentaires. Il donne un aperçu des mesures prises pour donner suite aux recommandations de la Conférence des États parties et du Groupe de travail et examine les besoins éventuels des praticiens pour recouvrer les avoirs rapidement et systématiquement. Ces informations peuvent aider le Groupe de travail à donner des orientations à la Conférence en vue de la création de systèmes pleinement opérationnels de recouvrement d'avoirs.

7. Pour traiter de ces questions, le Groupe de travail a précédemment formulé un certain nombre de recommandations visant à aider les praticiens du recouvrement d'avoirs, qui sont présentées ci-dessous accompagnées d'un résumé des différentes initiatives entreprises pour y donner suite.

8. S'il existe un certain nombre d'initiatives de l'UNODC actuellement en cours pour développer des connaissances cumulatives sur le recouvrement d'avoirs, notamment une bibliothèque juridique qui contiendra des lois et des décisions de justice relatives à la Convention et le corpus global de gestion des connaissances – portail Web destiné à faciliter la diffusion de connaissances juridiques et non juridiques relatives à la lutte contre la corruption et au recouvrement d'avoirs –, elles ne sont toutefois pas mentionnées ci-après. Le présent document n'offre pas non plus d'aperçu des outils et des guides pratiques décrivant les procédures étape par étape destinés aux praticiens du recouvrement d'avoirs, qui devraient pouvoir être utilisés dans le cadre de mesures de renforcement des capacités. Un bilan des progrès réalisés dans le cadre de ces initiatives figure dans un document d'information distinct établi par le Secrétariat (CAC/COSP/WG.2/2010/2). Le présent document est plutôt axé sur l'utilisation d'outils novateurs visant à mettre en œuvre les recommandations du Groupe de travail, qui bien qu'utiles, peuvent être améliorées par des nouveaux débats et apports du Groupe. La discussion porte donc sur les réseaux de praticiens du recouvrement d'avoirs, le Rédacteur de requêtes d'entraide judiciaire, les dispositions types sur le recouvrement d'avoirs et la base de données sur les affaires de recouvrement d'avoirs.

## **II. Aperçu des recommandations intéressant les praticiens du recouvrement d'avoirs et de leur mise en œuvre**

### **A. Renforcer la confiance**

#### **i) Réseaux**

9. À ses deuxième et troisième réunions, le Groupe de travail a recommandé la création de réseaux de points de contact pour le recouvrement d'avoirs. Si la Conférence et son Groupe de travail sont considérés comme une plate-forme d'échange de connaissances et d'expériences, il a noté que la création d'un réseau de points focaux pourrait offrir d'autres opportunités de dialogue, jugées essentielles. Un tel réseau contribuerait donc à instaurer la confiance entre les États requérants et les États requis, préalable à une coopération fructueuse. Le Groupe de travail a souligné que la pleine coopération des États et des organisations internationales était essentielle pour la création et la gestion d'un tel réseau.

10. Aux paragraphes 12 et 13 du rapport sur les travaux de sa troisième réunion, le Groupe de travail a encouragé "l'établissement de liens étroits entre les points focaux pour le recouvrement d'avoirs et les réseaux régionaux de lutte anticorruption, tels que le Réseau arabe pour le renforcement de l'intégrité et la lutte contre la corruption". Dans ce contexte, il a avancé que "les réseaux mondiaux et régionaux pourraient être utiles aux praticiens en leur permettant d'avoir connaissance des lois, données et décisions de justice les intéressant".

11. Au paragraphe 43 du rapport sur les travaux de sa deuxième réunion, le Groupe de travail a également recommandé "d'étudier s'il serait possible d'utiliser des services d'assistance [...] pour le recouvrement d'avoirs, qui pourraient donner un avis informel aux premiers stades d'une affaire et orienteraient les demandeurs vers des homologues qui seraient en mesure de fournir une assistance supplémentaire". Il a aussi recommandé que l'UNODC explore les possibilités de modifier la base de données sur les points focaux pour le recouvrement d'avoirs en vue de permettre la vérification des coordonnées des personnes travaillant au sein d'autres juridictions.

12. Compte tenu de ces recommandations, à sa troisième session, la Conférence a encouragé les États parties à "favoriser les canaux officiels de communication, en particulier avant de formuler des demandes formelles d'entraide judiciaire, et à désigner notamment à cette fin des fonctionnaires ou des institutions, selon qu'il conviendrait, ayant des compétences techniques en matière de coopération internationale relative au recouvrement d'avoirs en tant que points focaux pour aider leurs homologues à satisfaire à toutes les exigences qui devaient être remplies dans le cadre de l'entraide judiciaire formelle". Elle a également encouragé "ces points focaux et d'autres experts compétents à se réunir, au niveau régional ou par thème, afin de favoriser la communication, la coordination et la définition de pratiques exemplaires, y compris en tirant parti des réseaux existants afin d'éviter le chevauchement des efforts".

13. La base de données des points focaux pour le recouvrement d'avoirs de l'Initiative StAR/INTERPOL a été créée par l'Initiative StAR en partenariat avec l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) et lancée le

19 janvier 2009. Son but premier ne vise pas l'entraide judiciaire, mais plutôt l'appui aux enquêtes, en particulier celles qui en sont à leurs stades préliminaires. Il s'agit donc d'une base de données sécurisée contenant une liste de fonctionnaires joignables 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pour répondre à des demandes d'assistance urgentes, dans le cas où les services de détection et de répression d'un pays risquent de perdre la trace des fonds si rien n'est fait immédiatement. La base de données permet également aux agents des services de détection et de répression au niveau international de mieux coordonner leurs efforts pour ce qui est d'enquêter sur les personnes impliquées dans le vol de fonds publics et de les poursuivre. On y trouve aujourd'hui des données sur quelque 74 pays, notamment les coordonnées des personnes à contacter pour les demandes de renseignements initiales, les principaux organismes chargés du recouvrement d'avoirs volés à l'étranger, les différents types de demandes à satisfaire pour une assistance, les types d'assistance pouvant être fournis, les preuves nécessaires pour ouvrir une enquête pénale ou engager une action civile concernant des avoirs volés ou détournés et des indications quant à savoir si les pays ont le pouvoir d'exécuter des jugements de confiscation prononcés à l'étranger. La répartition approximative des différents services désignés comme point focal est la suivante: bureaux des procureurs généraux (20 %); ministères de la justice ou administrations chargées de la justice (20 %); services de renseignement financier (15 %); départements de police et bureaux locaux d'INTERPOL (20 %); bureaux chargés de la lutte contre la corruption (10 %); autres, notamment banques centrales, bureaux des affaires étrangères et bureaux des confiscations sans condamnation pénale (15 %). Les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait sont encouragés à rejoindre cette initiative, par l'intermédiaire de leurs bureaux centraux nationaux d'INTERPOL.

14. Outre la base de données des points focaux pour le recouvrement d'avoirs, l'UNODC et l'Initiative StAR ont contribué à l'appui, à la création et au renforcement des réseaux régionaux pour le recouvrement d'avoirs. Il s'agit, dans la majorité des cas, de réseaux informels de praticiens de la justice et de la détection et de la répression spécialisés dans le domaine du traçage, du gel, de la saisie et de la confiscation d'avoirs provenant d'activités criminelles, qui se réunissent régulièrement pour renforcer les communications informelles dans le but d'améliorer l'entraide judiciaire. Ces réseaux visent à faciliter la coopération entre les praticiens du recouvrement d'avoirs et leurs homologues d'autres pays, en particulier les enquêteurs et les procureurs. Leur objectif est de servir de lieu d'échange d'informations et de moyen de coopération informel avant de formuler des demandes formelles d'entraide judiciaire. L'intention était d'inclure comme points de contact les personnes pouvant aider les États requérants à suivre leurs affaires de recouvrement d'avoirs, mais des décideurs ont parfois également participé aux réunions. Les décideurs ont en effet l'avantage de pouvoir conseiller les gouvernements sur les questions clefs du recouvrement d'avoirs et leur participation peut contribuer à faire avancer les choses dans ce domaine.

15. À ce jour, deux réseaux ont été mis en place avec l'aide de l'UNODC: le réseau regroupant les autorités d'Afrique australe compétentes en matière de recouvrement d'avoirs (réseau ARINSA) et le Red de la Recuperación de Activos de GAFISUD (RRAG) (réseau de recouvrement d'avoirs du Groupe d'action financière d'Amérique du Sud contre le blanchiment de capitaux). Tous deux sont calqués sur le modèle du réseau CARIN (Camden Assets Recovery Inter-Agency Network) dans la mesure où ils disposent de praticiens de la confiscation d'avoirs comme points de

contact de chaque pays et s'occupent principalement de cette question. Le réseau CARIN, sis au siège de l'Office européen de police (Europol), est un réseau informel européen de praticiens du milieu judiciaire et des services de détection et de répression spécialisés dans la localisation, le gel, la saisie et la confiscation d'avoirs d'origine illicite, créé en 2004.

16. Pour faciliter la constitution du réseau ARINSA, une réunion de procureurs principaux et d'enquêteurs a été convoquée avec l'aide de l'UNODC à Pretoria en mars 2009, marquant la création du réseau ARINSA. Le secrétariat de ce réseau se trouve dans les locaux du service de la confiscation d'avoirs du Ministère public sud-africain, mais n'en fait pas partie. Ses États membres ont opté pour une approche plus large en termes de sujets traités et invité des praticiens de la confiscation pour toutes les infractions financières, dont la corruption n'est qu'un exemple. Le réseau ARINSA est actuellement composé d'un procureur et d'un enquêteur de chacun des 10 membres à part entière d'Afrique australe (Afrique du Sud, Botswana, Lesotho, Malawi, Maurice, Namibie, Swaziland, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe) et du Nigéria, qui a le statut d'observateur. Il envisage d'étendre sa composition aux pays d'Afrique de l'Est et à d'autres pays.

17. La première réunion du Groupe directeur du réseau ARINSA, composé de six États membres, s'est tenue les 23 et 24 novembre 2009. Des décisions clefs y ont été prises concernant les initiatives spécifiques qu'entreprendra le réseau pour faciliter la coopération informelle. Il s'agissait notamment de lignes directrices sur la procédure de demande, de questionnaires envoyés aux membres et de formulaires de demande. La deuxième réunion générale annuelle s'est tenue en juillet 2010 à Pretoria. Outre les présentations sur le recouvrement d'avoirs, la réunion était composée de deux groupes de travail, qui ont examiné en profondeur: a) la création d'un programme de confiscation d'avoirs en Afrique australe; et b) la coopération internationale: les défis qui se posent aux pays en développement. Les discussions ont abouti à des recommandations de nature très diverse.

18. Le réseau ARINSA a déjà établi des liens avec d'autres réseaux. Il a par exemple été représenté à la réunion générale annuelle du réseau CARIN à Washington en septembre 2009, où il a obtenu le statut d'observateur. En vertu d'un accord conclu entre ces réseaux, un membre d'un réseau peut transmettre des demandes à un membre de l'autre réseau par l'intermédiaire de leurs secrétariats respectifs. Cet accord améliore réciproquement les fonctions des réseaux ARINSA et CARIN en étendant leur couverture. Le réseau ARINSA, qui est à présent opérationnel, a identifié sa tâche la plus ardue, qui consiste à communiquer aux procureurs et enquêteurs financiers sur le terrain un message clair sur ce que peut faire le réseau pour améliorer leurs travaux.

19. Pour poursuivre la mise en œuvre des recommandations pertinentes du Groupe de travail, le 15 septembre 2009, l'UNODC a communiqué à tous les États parties une note verbale, accompagnée d'un modèle, leur demandant de désigner des points focaux et de donner de plus amples informations sur les caractéristiques de ces points focaux, sur leurs fonctions et leur disponibilité pour mettre en place des services d'assistance. À ce jour, 16 pays ont répondu à cette note verbale et nommé comme points focaux des praticiens d'un certain nombre d'organismes allant des procureurs, enquêteurs, autorités chargées de lutter contre la corruption et la criminalité économique, fonctionnaires chargés de la coopération internationale aux fonctionnaires des bureaux du médiateur.

20. Le Réseau de recouvrement d'avoirs du Groupe d'action financière d'Amérique du Sud contre le blanchiment de capitaux (RRAG) a été officiellement créé à la réunion plénière de GAFISUD le 22 juillet 2010 à Lima (Pérou), avec l'appui de l'UNODC et d'autres partenaires, notamment le Centre espagnol de renseignement sur la criminalité organisée (Centro de Inteligencia contra el Crimen Organizado, CICO), la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD) de l'Organisation des États américains (OEA) et INTERPOL. Il comprend les 12 pays membres du GAFISUD: Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Équateur, Mexique, Panama, Paraguay, Pérou et Uruguay. Ses actes constitutifs permettent toutefois la participation de pays non membres du GAFISUD. Son secrétariat administratif se trouve au sein du secrétariat du GAFISUD. Chaque pays est représenté par deux points focaux. La première réunion des points focaux du Réseau RRAG, tenue à Buenos Aires du 27 au 29 mars 2010, a porté sur différentes questions opérationnelles et de procédure et sur les besoins en formation. Une formation a ensuite eu lieu du 21 au 23 septembre à Buenos Aires. Le Réseau RRAG dispose à présent d'une plate-forme de technologie de l'information permettant d'échanger des informations de manière sécurisée entre les points focaux. Plusieurs autres outils opérationnels ont également été mis au point. La prochaine réunion des points focaux est prévue en principe début 2011.

21. D'autres conférences régionales ont été convoquées dans cet objectif par l'UNODC et l'Initiative StAR. Elles ont délivré une formation initiale aux principaux aspects du processus de recouvrement d'avoirs et ont été l'occasion pour les participants d'échanger leurs expériences, de rechercher les moyens de coordonner les politiques, d'améliorer les canaux de communication et faire de l'assistance technique une priorité dans la région, et d'examiner d'autres questions intéressant la région. Une conférence régionale sur le recouvrement d'avoirs en Amérique latine et dans les Caraïbes a été organisée par l'UNODC du 11 au 13 août 2009, lors de laquelle les participants de 24 pays ont souligné l'importance de contacts formels et informels avec des institutions au niveau international, établis grâce à des bureaux et des réseaux de liaison. Ils ont en outre souligné que, tant au niveau régional que mondial, la désignation de points focaux pour le recouvrement d'avoirs devrait éviter les chevauchements et les doubles emplois et que les points focaux devraient créer des synergies avec les structures et réseaux existants. D'autres conférences régionales ont été convoquées par l'Initiative StAR en décembre 2009 et mars 2010, à l'occasion desquelles les participants des pays du Sud et de l'Est de l'Europe et des pays de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) ont reconnu la nécessité de constituer des réseaux pour le recouvrement d'avoirs en tirant le meilleur parti des structures existantes. Dans le prolongement de l'atelier du MENA, le Réseau arabe pour le renforcement de l'intégrité et la lutte contre la corruption (ACINET), à sa réunion générale annuelle au Yémen en juillet 2010, a publié une résolution demandant à l'Initiative StAR de faciliter la coordination des États membres en ce qui concerne la désignation de points focaux nationaux pour le recouvrement d'avoirs, afin de constituer un réseau. Des ateliers similaires se sont tenus en Afrique de l'Est, ainsi qu'en Asie du Sud et en Asie centrale. Une autre conférence régionale visant à faciliter la constitution d'un réseau régional pour le recouvrement d'avoirs en Afrique de l'Ouest devrait se tenir à Dakar (Sénégal) en 2011.

22. Les nouveaux réseaux ont été créés compte tenu de critères régionaux. Ces réseaux régionaux ont comme avantage que les pays membres connaissent des problèmes semblables en matière de recouvrement d'avoirs et ont généralement des langues communes et des systèmes juridiques similaires. Ainsi, les pays dotés d'institutions bien établies et de mécanismes de recouvrement d'avoirs sont en mesure d'aider les pays qui se trouvent à un stade de développement moins avancé. La coopération régionale est particulièrement importante dans les cas où il existe des flux financiers entre les pays et vers les centres financiers régionaux. Les réseaux régionaux peuvent en outre tirer parti des réseaux régionaux existants contre la corruption et le blanchiment d'argent, comme dans le cas du réseau RRAG. Les chevauchements sont ainsi évités et le réseau pour le recouvrement d'avoirs peut tirer parti des structures, des ressources et des manifestations existantes.

23. Les réseaux régionaux sont utiles pour l'échange d'expériences comparables acquises par les pays, ont une taille raisonnable et peuvent par conséquent assez facilement instaurer un climat de confiance entre praticiens, mais ils n'ont toutefois qu'une portée limitée. En effet, le produit de la corruption est souvent blanchi par l'intermédiaire d'un système financier mondial et les praticiens doivent par conséquent localiser les avoirs, recourir à la coopération informelle et formuler des demandes d'entraide judiciaire au niveau mondial. Le Groupe de travail sur le recouvrement d'avoirs a donc recommandé la mise en place d'un réseau mondial sur le recouvrement d'avoirs. Il voudra peut-être donner des indications sur la meilleure façon d'établir des réseaux à l'échelle mondiale.

24. À cet égard, deux options qui ne s'excluent pas mutuellement sont énoncées ci-dessous:

- 1) Étendre les objectifs de la base de données StAR/INTERPOL:
  - i) Le mandat relatif à l'échange d'informations au niveau international au moyen des systèmes de communication sécurisés d'INTERPOL offre une structure institutionnelle sur laquelle s'appuyer. Le réseau est axé sur les opérations et offre un cadre pour l'aide d'urgence entre les services de détection et de répression qui pourrait s'avérer particulièrement utile pour localiser et geler de manière préventive les avoirs mobiles. Des efforts supplémentaires sont cependant nécessaires pour rendre le réseau opérationnel. Une réunion des membres du réseau devrait avoir lieu les 13 et 14 décembre 2010, immédiatement avant la quatrième réunion du Groupe de travail. Elle sera l'occasion d'examiner un ensemble d'activités conjointes pour faciliter l'échange d'informations et d'étudier les moyens de rendre le réseau plus dynamique. L'élargissement de la base de données StAR/INTERPOL devrait toutefois aussi se faire conformément au mandat d'INTERPOL.
- 2) Créer une nouvelle structure de points focaux, ce qui peut se faire de deux manières:
  - i) Créer un nouveau réseau de points focaux nommés comme suite à la note verbale de l'UNODC. Cette option exige de la part des autorités nationales un investissement supplémentaire en temps et risque de créer des doubles emplois avec les travaux déjà en cours. De plus, le faible taux de réponse des États tend à montrer l'absence de motivation pour appuyer la création d'une nouvelle structure.



ii) Constituer un réseau à partir des réseaux existants. L'échange d'informations entre les réseaux régionaux peut être un moyen d'en étendre la portée tout en évitant les doubles emplois et en conservant les avantages qu'offrent les réseaux régionaux<sup>5</sup>. Les réseaux régionaux peuvent établir des mécanismes de coopération et d'échange d'informations avec d'autres réseaux, tout comme le réseau ARINSA qui a établi un accord de coopération avec le réseau CARIN. Il existe cependant des lacunes importantes dans la couverture des réseaux régionaux et cette approche risque d'exclure certains pays. De plus, on ignore si le fondement, les procédures et les mécanismes d'échange d'informations et de coopération seront homogènes entre les réseaux, ce qui risque d'accroître encore la complexité de la coopération internationale. Ces questions pourraient être résolues par un ensemble de principes communs (voir par. 21 ci-dessus). Une autre solution serait de prévoir des liens avec des réseaux thématiques plutôt que régionaux.

## **B. Outils novateurs**

### **i) Rédacteur de requêtes d'entraide judiciaire étendu**

25. Au paragraphe 41 du rapport de sa deuxième réunion, le Groupe de travail "a souligné l'importance des technologies modernes de l'information et considéré qu'il fallait en priorité étudier la possibilité d'étendre le Rédacteur de requêtes d'entraide judiciaire et poursuivre le développement de produits similaires".

26. Le Rédacteur de requêtes d'entraide judiciaire est un logiciel conçu pour guider les praticiens à chaque étape de la rédaction d'une demande d'entraide judiciaire. Il convient de noter que cet outil est très utile s'il est associé aux enquêtes et à l'entraide judiciaire informelle. Il permet de générer des demandes d'entraide judiciaire sous une forme structurée, d'éviter d'omettre les informations nécessaires et de répondre aux exigences des divers systèmes juridiques lorsque ces derniers tentent de se prêter mutuellement assistance. L'outil guide l'utilisateur à enregistrer et à sauvegarder les informations nécessaires à l'entraide pour générer, à la dernière étape, un projet de demande prêt à être signé et envoyé.

27. Le Rédacteur de requêtes d'entraide judiciaire existant repose sur des technologies de l'information dépassées, ce qui affaiblit considérablement ses fonctionnalités. L'UNODC étudie actuellement la possibilité de le rendre plus performant en utilisant un système d'information en ligne. Le système pourrait ainsi accéder à un plus large éventail de bases de données, l'intégration avec d'autres logiciels serait facilitée et les systèmes de sécurité mis à niveau. L'Initiative StAR examine actuellement la possibilité de contribuer au développement de fonctions spécifiques à l'appui du processus de recouvrement d'avoirs.

<sup>5</sup> À savoir, mais pas seulement, les réseaux identifiés par la résolution 3/3 de la Conférence des États parties à sa troisième session, par. 6, note 14: le Réseau CAMDEN regroupant les autorités compétentes en matière de recouvrement d'avoirs, le Réseau continental d'échange d'informations en vue de l'entraide judiciaire en matière pénale et de l'extradition de l'Organisation des États américains, le processus de Lausanne, le Réseau ibéro-américain d'assistance juridique, l'International Centre for Asset Recovery, le Réseau judiciaire européen, le Rede de Cooperação Jurídica e Judiciária Internacional dos Países de Língua Portuguesa, le Réseau mondial d'informations juridiques et d'autres réseaux similaires.

28. Dans sa conception actuelle, le module sur le recouvrement d'avoirs du Rédacteur de requêtes d'entraide judiciaire guiderait l'utilisateur étape par étape dans la rédaction d'une demande d'entraide judiciaire dans le cadre d'une affaire de recouvrement d'avoirs ordinaire selon les prescriptions et les pratiques législatives de l'État requis, lorsque ces dernières peuvent être déterminées de manière exacte ou partagées et incorporées dans le système. Le module aurait ses propres flux de travail et modèle que l'utilisateur pourrait facilement configurer selon les prescriptions et les spécificités nationales. En outre, grâce à l'utilisation du langage XML, qui a des spécifications génériques permettant de définir des langages de balisage spécifiques et de sécuriser les communications, les demandes pourraient être établies en collaboration et les documents échangés en temps réel.

29. L'outil proposé fournirait des informations détaillées et les coordonnées complètes de l'organisme auquel les demandes sont à adresser dans l'État requis, généralement l'autorité centrale désignée pour traiter les demandes d'entraide judiciaire. Il serait en outre relié à la bibliothèque juridique actuellement créée par l'UNODC et par son intermédiaire, à des sites utiles relatifs à la législation d'autres pays, et donnerait accès à un certain nombre d'autorités nationales et régionales qui pourraient fournir des résumés succincts et des manuels. Il posséderait aussi les capacités d'enregistrer toutes les procédures passées pour qu'elles puissent être utilisées pour les présentes demandes. La documentation relative aux demandes devrait être stockée sous forme de modèle dans le système. Lorsque toutes les informations nécessaires sont saisies dans le logiciel, le système produit une demande, sous forme de document, notamment sous forme de document Word, qui peut être communiqué tel quel ou servir de projet initial auquel des changements pourraient être apportés avant sa soumission.

30. Outre l'aide apportée à l'organisme utilisateur pour la rédaction de demandes d'entraide judiciaire, le rédacteur pourrait offrir un flux de travail configurable pour traiter les demandes de recouvrement d'avoirs. Les demandes pourraient être saisies, gérées et suivies conformément à la politique de l'organisme en question et aux prescriptions législatives. Tout comme le Rédacteur de requêtes d'entraide judiciaire<sup>6</sup>, la version étendue sera gratuite et disponible en ligne.

31. L'analyse initiale des spécifications techniques montre que les coûts liés à la conception de logiciels pour le Rédacteur de requêtes d'entraide judiciaire et les fonctions de recouvrement d'avoirs seraient non négligeables. Il est par conséquent nécessaire que le Groupe de travail donne des orientations supplémentaires avant d'entreprendre le projet. Il importerait de déterminer si la demande serait suffisante pour cet outil et quels seraient les futurs utilisateurs du système. Il faudrait en outre créer un groupe technique qui guiderait l'élaboration du produit et en surveillerait la mise en œuvre pour veiller à ce que le système réponde aux besoins des clients. Le produit devrait être achevé en 2011.

## **ii) Dispositions types sur le recouvrement d'avoirs**

32. Dans sa résolution 3/3, la Conférence des États parties a prié instamment les États parties de renforcer les moyens des législateurs, notamment, dans les domaines liés au recouvrement d'avoirs. Au paragraphe 37 du rapport de sa

<sup>6</sup> Pour de plus amples informations, ou pour télécharger l'outil actuel, voir [www.unodc.org/mla](http://www.unodc.org/mla).

première réunion, le Groupe de travail a estimé “qu’il serait utile d’analyser les cadres juridiques et réglementaires, de définir quelles étaient les exigences fondamentales en matière de preuve en vertu de la loi interne et de formuler des dispositions types”. À sa deuxième réunion, tenue à Vienne les 25 et 26 septembre 2008, il a en outre recommandé d’explorer les domaines dans lesquels il était possible d’élaborer des modèles ou des guides des meilleures pratiques, par exemple pour la retenue, le gel et la confiscation des avoirs.

33. Les lois et dispositions types visent à aider les États à appliquer les dispositions complexes des conventions internationales et à résoudre les différences entre ces instruments et les lois nationales. Il est capital de tenir compte de la diversité des approches nationales dans les dispositions types, pour qu’elles puissent s’adapter aux exigences spécifiques des différents systèmes et traditions juridiques. Les lois types sont une source d’inspiration pour les États, qui ont la possibilité de travailler avec l’ensemble ou une partie des dispositions et d’adapter le libellé aux besoins et aux spécificités de leurs systèmes.

34. Pour l’application des recommandations pertinentes du Groupe de travail, il est proposé de s’inspirer de l’ensemble des dispositions types pertinentes existantes élaborées par l’UNODC étroitement liées au recouvrement d’avoirs: la Loi type de 2007 sur l’entraide judiciaire en matière pénale<sup>7</sup>, la Loi type de 2005 sur le blanchiment d’argent et le financement du terrorisme (destinée aux pays de droit romain)<sup>8</sup>, et les Dispositions types de 2009 sur le blanchiment d’argent, le financement du terrorisme, les mesures préventives et le produit du crime (destinées aux systèmes de *common law*)<sup>9</sup>. Ces lois types couvrent partiellement les dispositions du chapitre V de la Convention contre la corruption, en particulier l’article 52 sur la prévention et la détection des transferts du produit du crime, l’article 54 sur les mécanismes de recouvrement de biens par la coopération internationale aux fins de confiscation, l’article 55 sur la coopération internationale aux fins de confiscation, l’article 56 sur la coopération spéciale et l’article 58 sur les services de renseignement financier. Elles ne couvrent toutefois pas tous les aspects qui pourraient être pertinents dans les affaires de recouvrement d’avoirs. Elles ne couvrent pas non plus l’article 53 sur les mesures pour le recouvrement direct de biens et l’article 57 sur la restitution d’avoirs, ces dispositions apparaissant pour la première fois dans la Convention contre la corruption.

35. La Loi type sur l’entraide judiciaire en matière pénale, diffusée en février 2007 à la fois pour les pays de tradition romaniste et les pays de *common law*, a été élaborée par l’UNODC en application de la résolution 53/112 de l’Assemblée générale du 9 décembre 1998. Cette loi type prévoit des dispositions particulières pour les États qui souhaitent accorder l’entraide judiciaire la plus large possible lors des enquêtes, poursuites et procédures judiciaires dans le domaine pénal, y compris concernant le gel, la saisie et la confiscation du produit et des instruments du crime. Elle comporte également des options et des documents de référence pour les États qui souhaitent inclure dans leur législation sur l’entraide judiciaire une section

<sup>7</sup> Pour de plus amples informations, la Loi type est disponible à l’adresse suivante: [www.unodc.org/pdf/legal\\_advisory/Model%20Law%20on%20MLA%202007.pdf](http://www.unodc.org/pdf/legal_advisory/Model%20Law%20on%20MLA%202007.pdf).

<sup>8</sup> [www.unodc.org/documents/money-laundering/2005%20UNODC%20and%20IMF%20Model%20Legislation.pdf](http://www.unodc.org/documents/money-laundering/2005%20UNODC%20and%20IMF%20Model%20Legislation.pdf).

<sup>9</sup> [www.unodc.org/documents/money-laundering/Model\\_Provisions\\_2009\\_Final.pdf](http://www.unodc.org/documents/money-laundering/Model_Provisions_2009_Final.pdf).

répertoriant les types d'assistance à prêter à un État étranger, comme le prévoit le paragraphe 3 de l'article 46 de la Convention. À cet égard, elle peut être utilisée pour appliquer l'article 55 de la Convention, qui fait obligation aux États parties de fournir une assistance dans toute la mesure possible lorsqu'ils reçoivent une demande de confiscation du produit du crime, des biens, des matériels ou autres instruments utilisés ou destinés à être utilisés pour les infractions visées par la Convention.

36. La loi type sur le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme destinée aux systèmes de droit romain a été élaborée par l'UNODC et le Fonds monétaire international (FMI) et a été finalisée en 2005 par un groupe informel d'experts en droit civil international. Elle se fonde sur les instruments internationaux pertinents concernant le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et inclut les 40 + 9 recommandations du Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI). Elle peut être utilisée pour faciliter l'application des articles suivants de la Convention contre la corruption: article 52, sur la prévention du blanchiment d'argent, article 54, sur la confiscation des avoirs, et article 58, sur la coopération internationale.

37. De la même façon, les pays de *common law* peuvent tirer parti des dispositions types sur le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme, les mesures de prévention et le produit du crime, élaborées par l'UNODC, le FMI et le Commonwealth et finalisées en 2009 par un groupe d'experts de pays de *common law*. Outre des dispositions sur les mesures de prévention du blanchiment d'argent et la confiscation à la suite d'une condamnation, cet instrument porte aussi sur la confiscation civile. Plus particulièrement, il propose la création d'un fonds pour les avoirs recouvrés qui permettrait de surveiller l'utilisation des avoirs restitués et le partage éventuel des avoirs.

38. Au niveau régional, l'UNODC est en train d'élaborer une loi type sur la confiscation sans condamnation en Amérique latine. Cette loi type est rédigée par un groupe d'experts du Chili, de Colombie, d'Espagne, des États-Unis d'Amérique, du Pérou et de la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD). Le groupe a tenu sa première réunion à Villa de Leyva (Colombie) en août 2010. La deuxième aura lieu en octobre 2010. La loi type devrait être finalisée au printemps 2011. Elle s'appuie sur le guide sur la confiscation d'avoirs en l'absence de condamnation de l'Initiative StAR.

39. Une première approche de l'établissement de dispositions types sur le recouvrement d'avoirs consisterait à actualiser les dispositions types connexes existantes pour qu'elles couvrent tous les aspects qui peuvent s'avérer importants pour la pleine application des dispositions du chapitre V de la Convention contre la corruption. On obtiendrait ainsi une loi type complète sur le recouvrement d'avoirs.

40. Une autre approche, susceptible de compléter la première, serait d'élaborer des dispositions types axées sur les articles qui n'ont pas encore été visés par les lois types existantes. Il s'agit notamment des articles sur les mesures de recouvrement direct de biens (art. 53) et sur la restitution des avoirs (art. 57). Certains États parties ont en effet reconnu que l'application de ces articles était difficile dans leurs réponses à la liste de contrôle pour l'auto-évaluation de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption diffusée en 2007 à titre

expérimental<sup>10</sup>. Des dispositions types seraient particulièrement utiles pour ces États, qui devraient mettre à jour ou modifier leur législation pour respecter les exigences des articles 53 et 57.

### iii) Compilation des affaires de recouvrement d'avoirs

41. À sa troisième réunion intersessions, tenue à Vienne les 14 et 15 mai 2009, le Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur le recouvrement d'avoirs a recommandé que l'UNODC envisage d'effectuer une compilation des affaires de recouvrement d'avoirs, en se basant sur l'expérience qu'il a acquise dans ce domaine. Un certain nombre d'initiatives ont été prises pour donner suite à cette recommandation.

42. Le 30 juin 2009 et le 22 janvier 2010, le Secrétariat a prié tous les États parties à la Convention contre la corruption et les États signataires de la Convention de bien vouloir coopérer à cette tâche importante (CU 2009/87 et CU 2010/5). Il leur a demandé de lui communiquer des informations sur les affaires de recouvrement du produit de la corruption nées dans leur pays ou l'impliquant. L'UNODC s'est engagé à n'utiliser les informations communiquées qu'aux fins de l'établissement de la compilation et à respecter pleinement les conditions de confidentialité que les États pourraient imposer pour certaines informations. L'Office a reçu 32 réponses. Un certain nombre d'États parties ont indiqué au Secrétariat qu'ils ne disposaient pas d'informations sur des affaires de recouvrement d'avoirs ou qu'ils n'en avaient que sur des affaires en cours; certains ont fourni des données statistiques ou des listes d'affaires. Dix États parties ont communiqué des informations relativement détaillées. Ces données représentent certes un bon point de départ pour établir un recueil d'affaires, mais elles sont encore insuffisantes pour élaborer la compilation demandée par la Conférence.

43. Vingt États parties ont fourni des informations sur des affaires se rapportant au chapitre V sur le recouvrement d'avoirs dans leurs réponses à la liste d'auto-évaluation relative à l'application de la Convention. Le degré de détail des informations varie considérablement d'une affaire à l'autre. Toutefois, un recueil de jurisprudence devrait pouvoir être constitué, car les États parties commencent à utiliser la liste de contrôle détaillée pour l'auto-évaluation de l'application de la Convention, selon laquelle la communication de la jurisprudence pertinente est obligatoire.

44. Parallèlement, l'Initiative StAR met au point une base de données sur les affaires de recouvrement d'avoirs internationales, qui a pour objectif de collecter et de systématiser des informations sur des affaires de recouvrement d'avoirs classées et en cours. Elle comprendra les informations suivantes: une brève description de l'affaire, le montant en jeu et l'infraction supposée; l'état d'avancement de l'affaire (par exemple, enquête en cours, procédure d'appel, affaire jugée); les pays impliqués; les facteurs de réussite; les méthodes pour identifier les avoirs; et le montant des fonds recouvrés. L'Initiative StAR a entamé ses travaux sur cette base de données avec le recueil d'affaires réalisé dans le cadre de son étude sur l'usage impropre de structures sociétaires, qui contient à l'heure actuelle environ 50 affaires. La base de données devrait progressivement inclure toutes les affaires pour

<sup>10</sup> CAC/COSP/2009/9.

lesquelles l'Initiative pourra obtenir des informations de source ouverte (ouvrages spécialisés, moteurs de recherche sur Internet, revues de droit, etc.). Des informations seront également recueillies sur les affaires de recouvrement d'avoirs qui n'ont pas abouti, car elles sont tout aussi instructives à la fois pour les décideurs et les praticiens. Les affaires en cours et celles qui n'aboutissent pas seront présentées sans indication de noms ni de détails.

45. D'autres organismes ont également entrepris des travaux dans ce domaine. L'International Centre for Asset Recovery du Basel Institute on Governance a élaboré une base de données portant sur des procédures de recouvrement d'avoirs à grande ou petite échelle ayant créé un précédent<sup>11</sup>. Son centre de connaissances sur le recouvrement d'avoirs rassemble actuellement plus de 20 affaires provenant de divers pays et comprend une chronologie, des documents et une analyse sur chacune d'entre elles. En outre, le centre invite les pays à communiquer des informations sur les affaires passées et présentes. Le site Web relie les descriptifs des affaires aux documents judiciaires, législatifs et administratifs des pays concernés de manière à ce que la base de données soit conviviale.

46. L'UNODC étudie également la possibilité d'établir un "recueil d'affaires de recouvrement d'avoirs" plus analytique, en s'appuyant sur l'expérience acquise avec le Recueil de cas sur les affaires de terrorisme<sup>12</sup>. Ce recueil a été établi en vue de donner aux décideurs et aux responsables de la justice pénale des idées pratiques et des éclairages d'experts sur la façon de traiter les affaires de terrorisme. Il complète les autres outils, tels que les recommandations d'ordre législatif, mis au point par l'UNODC pour aider à combattre les actes de terrorisme dans un cadre juridique. Il a été constitué en réunissant des experts de haut niveau de la justice pénale pour mettre en commun leurs expériences et bonnes pratiques sur les moyens de lutter contre le terrorisme. L'approche suivie consiste à examiner des affaires judiciaires réelles liées au terrorisme et à en tirer des enseignements opérationnels. Des exemples précis ont été sélectionnés par des experts, qui appartiennent aussi bien à des juridictions de jugement qu'à des juridictions de poursuites et de police. L'UNODC a également effectué des recherches dans les archives publiques librement accessibles. Le groupe d'experts s'est réuni à Vienne (février 2008), à Medellín (Colombie) (novembre 2008) et à Rome (juin 2009). La version finale du Recueil s'articule autour de sept chapitres thématiques, qui sont divisés en sous-thèmes. L'analyse de chaque sous-thème débute par une observation ou un enseignement opérationnel que l'on peut tirer des affaires citées dans le sous-thème pertinent. Ce recueil a été élaboré avec l'appui de l'Allemagne, de la Colombie et de l'Italie.

47. Aux fins de l'élaboration d'un recueil de jurisprudence sur le recouvrement d'avoirs, il importera d'élargir la collecte de cas et de rassembler un nombre important d'études de cas détaillées. Si les affaires présentées par les États parties constituent un bon point de départ pour établir un recueil d'affaires, elles devraient être complétées par d'autres affaires pour permettre une comparaison et une analyse valables. Le Secrétariat solliciterait le concours des États parties concernés pour les

<sup>11</sup> [www.assetrecovery.org/kc/node/1698185c-4768-11dd-a453-b75b81bfd63e.html](http://www.assetrecovery.org/kc/node/1698185c-4768-11dd-a453-b75b81bfd63e.html).

<sup>12</sup> Le Recueil de cas sur les affaires de terrorisme peut être consulté dans toutes les langues officielles de l'ONU à l'adresse suivante: [www.unodc.org/unodc/en/terrorism/technical-assistance-tools.html](http://www.unodc.org/unodc/en/terrorism/technical-assistance-tools.html).

affaires recueillies par le biais de la liste de contrôle pour l'auto-évaluation et figurant dans la base de données sur les affaires de recouvrement d'avoirs internationales de l'Initiative StAR, le corpus de gestion des connaissances et d'autres bases de données. Les États auraient ainsi l'occasion d'effectuer une vérification et de communiquer des informations supplémentaires avant que les affaires ne soient incluses dans un premier recueil. La préparation effective du recueil final commencerait lorsque l'on disposerait d'une base suffisante de données vérifiées et détaillées sur les affaires.

### **III. Questions qui pourraient être examinées par le Groupe de travail**

48. Le Groupe de travail souhaitera peut-être donner davantage d'indications sur la mise en place de réseaux de praticiens visant à faciliter l'échange d'informations, l'entraide judiciaire et d'autres formes de coopération entre les États dans le domaine du recouvrement d'avoirs. Il pourrait examiner l'opportunité de mettre en place un réseau mondial qui complèterait ou rassemblerait les réseaux régionaux existants et la manière de procéder. Les autres approches (qui ne sont pas incompatibles) que le Groupe pourrait examiner sont: 1) l'appui au développement de la base de données des points focaux pour le recouvrement d'avoirs StAR/INTERPOL, ou 2) la création d'une nouvelle structure de points focaux sous la forme i) d'un réseau mondial de points focaux spécialisés dans le recouvrement d'avoirs désignés par les États parties ou ii) d'un réseau de réseaux constitué en reliant les réseaux régionaux existants et en favorisant la participation de pays qui ne font pas encore partie de ces réseaux.

49. Le Groupe de travail souhaitera peut-être donner davantage d'indications sur la mise au point du rédacteur de requêtes d'entraide judiciaire. L'UNODC propose d'actualiser cet outil et d'accroître ses fonctions en incluant des modules spéciaux destinés à faciliter la coopération dans les affaires de recouvrement d'avoirs. Le Groupe de travail pourrait déterminer s'il existe une demande suffisante pour ce genre de produit qui justifierait l'investissement. Il voudra peut-être aussi examiner la façon dont il pourrait guider et appuyer la conception du produit et le suivi de l'application, en créant par exemple un groupe technique.

50. Le Groupe de travail souhaitera peut-être donner des indications au Secrétariat concernant l'élaboration d'une loi type sur le recouvrement d'avoirs. Il pourrait notamment déterminer s'il convient de mettre à jour les dispositions types existantes pour qu'elles couvrent tous les aspects qui peuvent s'avérer importants aux fins de la pleine application des dispositions du chapitre V, si le Secrétariat devrait élaborer une nouvelle loi type pour l'application des articles 53 et 57, ou si ces deux approches devraient être adoptées en parallèle.

51. Le Groupe de travail souhaitera peut-être indiquer au Secrétariat comment il doit procéder pour compiler les affaires de recouvrement d'avoirs. Il pourrait notamment examiner comment la portée de la base de données sur les affaires de recouvrement d'avoirs pourrait être élargie et comment cette base de données pourrait être tenue à jour. Enfin, le Groupe de travail pourrait décider s'il souhaite contribuer à l'établissement du recueil d'affaires de recouvrement d'avoirs, et en particulier s'il souhaite constituer un groupe technique à l'appui de cette activité.